

priorités, le gouvernement socialiste a permis l'institutionnalisation de leurs activités, jusque là plus ou moins tolérées. Ainsi s'est constitué, dans le cadre des toutes récentes « sciences de l'information et de la communication », un champ d'enseignement et de recherche spécifique dans lequel notre filière ICST a pu s'inscrire.

D'une manière plus globale, on peut affirmer que le changement gouvernemental de 1981 a

considérablement encouragé le rapprochement et les échanges entre les secteurs du journalisme, de l'action culturelle de l'éducation et de la recherche. Dans ce contexte, l'engagement de l'AJSPI dans notre formation, en 1984, allait de soi. L'AJSPI reconnaissait aussi, à cette occasion, qu'une formation scientifique préalable et une connaissance du milieu de la recherche pouvait favoriser l'exercice du métier qu'elle représentait. En plus de dix ans, la

contribution des journalistes scientifiques n'a pas faibli. Néanmoins, elle relève davantage aujourd'hui de l'intérêt personnel que peuvent y trouver ceux qui y participent que d'une volonté exprimée par leur association. Nos relations avec l'AJSPI se sont en effet beaucoup distendues au cours du temps, à mesure que son influence diminuait. Actuellement, le journalisme scientifique semble atteint des mêmes maux que le journalisme général. La précarité des emplois, les

## « Science et politique » : une rubrique à son image

Coïncidence. Dans les deux derniers numéros de *La Recherche* où le nom de Martine apparaît (novembre 1990, janvier 1991), il est question des essais de Mururoa et du problème des déchets nucléaires. Exactement cinq ans après, ou presque : les mêmes sujets ont fait la une des journaux qui, pour la plupart, réagissaient à l'insolence des décisions politiques du nouveau septennat, tandis que cette actualité s'est peu à peu vue détrônée, comme chacun sait, par une grève sans précédent récent. Comment avoir été sourd, à travers le brouhaha des revendications corporatistes, à la clameur d'un ras le bol, le ras le bol du mépris manifesté par une classe dirigeante « qui sait », à l'égard des gouvernés qui « ne savent pas », au refus de ces derniers d'être des laissés pour compte dans les décisions qui engagent leur avenir ? En février 1991, le nom de Martine disparaissait de l'« ours » du journal. Il y a cinq ans, elle avait refusé, à sa manière, de se plier à un certain type de pouvoir.

L'information critique sur le nucléaire, le désir militant de faire partager le savoir, le refus obstiné d'accepter la dictature de ceux qui prétendent savoir sur ceux qui ne sauraient pas, en science comme ailleurs, la revendication du maximum de transparence dans les choix scientifiques et techniques qui engagent à la fois le futur de l'humanité et la vie de chaque individu : c'est bien le combat que n'a cessé de mener Martine dans la rubrique qui avait pour nom « Science et politique ». Je ne l'ai connue que quelques mois à *La Recherche* : c'est peu en comparaison des nombreuses années pendant lesquelles elle y a tenu cette rubrique. Auparavant, ce sont sur ces pages que mon attention se portait en priorité, comme de nombreux lecteurs.

Elles étaient fondamentales et contribuaient à la personnalité du journal. Elles posaient des questions d'éthique, de déontologie, de politique, et permettaient ainsi d'engager le débat. Rien n'était plus important, que l'on fût d'accord ou non avec les positions prises, dans un monde où les résultats de laboratoire ont des répercussions de plus en plus rapides et irréversibles sur la vie sociale, culturelle et économique. Certes, la science a pour elle la rationalité de sa démarche et l'efficacité de ses méthodes. Mais est-ce suffisant pour gouverner les hommes ? Là encore, les événements récents obligent à s'interroger. Martine avait compris la pauvreté d'une telle vision du monde. Elle se battait par sa plume pour animer chacun du goût du questionnement, de la responsabilité, de l'insoumission.

**Dominique Chouhan**  
Journaliste scientifique